



Madame la présidente,

Il ne vous aura pas échappé qu'en première convocation, 3 syndicats sur 4 représentant une majorité des personnels du département auront boycotté. C'est donc parce que celles ci auront accepté de participer à cette seconde instance reconvoquée que celle ci pourra se tenir. L'absence totale de dialogue social et l'ordre du jour agressif auraient pourtant légitimé un nouveau boycott de notre part sans que quiconque ne puisse en être choqué.

La CGT finistère a malgré tout choisi de se présenter à cette réunion pour y exprimer son désaccord, et ce, même s'il ne s'agit que d'un exercice stérile, au vu de la surdité dont les directions locales font désormais preuve à l'égard des revendications des personnels et de l'intérêt général.

Le Finistère souffre du manque de personnel, vous y répondez par la suppression de missions autrement appelé allègement des tâches, par la fusion de services et par une mécanisation du travail..en conséquence de ces ajustements autoritaires, c'est donc de la souffrance que vous ajoutez à la souffrance pourtant déjà bien pregnante, ce, en égrainant l'incertitude et la peur des lendemains, en inscrivant dans le marbre la perte d'autonomie et la perte de sens au travail, le tout accompagné par un manque de reconnaissance et un sentiment d'abandon.

Les fonctionnaires de la DGFIP devenus des contraintes financières aux yeux des politiques les plus mal intentionnées, ne sont pas dupes. Dans ce vaste plan social, ces agents savent tous que vous ne répondez ni à un projet social bienveillant ni à leurs louables revendications.

Chaque CTL vient détruire plus encore les conditions de travail des personnels et la noble idée de service au public si chère à nos aînés. Les arguments utilisés pour légitimer cette déstructuration du réseau, en conséquence, sont inaudibles, car injustifiables en terme de cohésion sociale et territoriale, qui plus est, ils sont inaudibles car incohérents, friables et usurpés. Au fil du temps, chacune de vos décisions vient contredire une autre dans un mouvement perpétuel de dédain et d'irrationnel.

Hier, Nous fusionnions pour proposer l'interlocuteur unique, plaçant ainsi l'utilisateur au centre de nos préoccupations, aujourd'hui on répond impots à morlaix et on refuse d'y répondre à Lanmeur.

Hier, on inventait la charte Marianne, positionnant le citoyen au centre de nos devoirs en terme de relationnel, aujourd'hui on lui ferme les porte aux nez, on l'éloigne des services en le transformant lui aussi en contrainte budgétaire.

Hier, dans le département on s'obligeait à harmoniser les horaires d'ouverture des Centre de finances publiques pour ne pas surprendre un contribuable en attente de renseignement, aujourd'hui, on ferme quand on veut, c'est "open bar", histoire d'agacer l'utilisateur qui trouve porte close et de le convaincre que l'administration est de piètre disponibilité donc d'utilité.

Hier on prônait le dialogue social à la recherche d'alliés circonstanciels en les syndicats, aujourd'hui on s'attaque aux droits de ces représentants du personnels pourtant si importants.

Hier on créait le DUERP, comme si la perspective d'une souffrance des agents avait un écho, aujourd'hui cet outil n'est qu'un alibi derrière lequel se blotissent ceux qui actent les suppressions des emplois, pourtant cause principale et inavouable du mal être au travail.

Hier, on félicitait le fonctionnaire en le remerciant des sacrifices que son investissement professionnel impliquait, aujourd'hui on lui limite la promotion interne et on le dénigre

médiatiquement en lui prêtant nombre de privilèges avec insistance sans jamais rappeler ses très nombreuses contraintes, obligations et devoirs que d'autres ne connaîtront jamais.

Madame la présidente, comment légitimer une décision lorsqu'elle est contredite par une autre?

Et quel discours reponsable pouvez vous tenir dans un tel cadre, si ce n'est celui de l'obédience aveugle ?

La CGT 29 considère désormais que la soumission à ces politiques dévastatrices, met en danger nos institutions et notre vivre ensemble.

Parmi ses nombreuses missions, le fonctionnaire de la DGFIP lutte contre la fraude fiscale, assure la séparation entre les ordonnateurs et les comptables, manipule seul l'argent public et offre une équité de traitement à tous les citoyens avec indépendance et parfois bienveillance. Mais faute de personnel, ces missions sont bradées comme si certains avaient intérêt à ce qu'elles le soient...

Pourtant, le pouvoir ne fait jamais bon ménage avec l'argent, de nombreuses affaires de conflits d'intérêts sont dévoilées jour après jour, les récentes affaires Fillon et Leroux démontrent que la tentation est trop humaine pour l'abandonner à ceux qui décident...près de 100 milliards échappent au fisc en France chaque année...les missions de la DGFIP sont plus que jamais garantes d'une société juste et pacifiée. Chaque fraude, chaque abus de pouvoir, chaque comportement à l'éthique douteuse, chaque conflit d'intérêt, chaque gaspillage d'argent public sont autant d'attaques contre la démocratie et la République, dans ce cadre ce fonctionnaire, compétent, indépendant en capacité de travailler sereinement devrait être accompagné et soutenu.et non abandonné et provoqué comme il l'est désormais. La CGT finistère tenait à rappeler ces évidences et ces essentialités, c'est aussi une des raisons de sa présence ce jour à cette instance.